
Palestiniens et Israéliens s'interrogent

par Jean-Paul Chagnollaud

Dans les semaines qui ont suivi la fin de la guerre du Golfe, la situation politique dans les territoires occupés paraissait singulièrement dégradée ; tous les témoignages recueillis traduisaient un mélange de fureur rentrée et de frustration profonde qui toutes deux conduisent à la désespérance.

Après cette guerre beaucoup de Palestiniens avaient ce goût d'amertume que laissent l'accumulation des échecs et des occasions manquées. Comme si, une fois encore, ils ne pouvaient que constater leur incapacité et leur impuissance à peser sur le cours des événements puisque, une fois encore, ils n'avaient été que les spectateurs d'une confrontation où d'autres parlaient à leur place et surtout prenaient des décisions capitales pour leur propre avenir.

Tout a été dit sur les lourdes conséquences du choix d'Arafat pendant ce conflit . Il est probable que dans les territoires comme dans la Diaspora une autre attitude aurait été difficilement comprise , mais cela ne peut en rien justifier une position qui au lendemain de la guerre a placé l'O.L.P. dans une situation d'isolement et donc de faiblesse.

Pour autant le jeu diplomatique ne lui est pas totalement fermé car désormais chacun sait bien qu'aucun règlement définitif ne peut se faire sans que les intérêts palestiniens soient pris en compte. L'Égypte, la Syrie, la Jordanie savent où se trouve la limite d'une négociation avec Israël si les Palestiniens n'y étaient pas sérieusement impliqués. Les multiples discussions que James Baker a eues à Jérusalem avec la délégation conduite par Fayçal Husseini ont aussi démontré que les Américains en étaient convaincus. Mais cette reconnaissance du caractère incontournable des revendications palestiniennes ne règle évidemment pas la question centrale de la légitimité de leur représentation ; les Etats-Unis n'envisagent pas — au moins pour le moment — d'accepter que l'OLP puisse apparaître directement dans les négociations à venir . Ils savent de toutes façons qu'il se heurterait aussitôt à une virulente opposition d'Israël ; de plus, il est clair que bien des régimes arabes, pour des raisons différentes, n'y tiennent pas davantage et préfèrent utiliser cette conjoncture pour accentuer l'isolement de la centrale palestinienne afin de réduire au maximum sa marge d'autonomie. Ces données et quelques autres conduisent à une subtile dialectique diplomatique dans laquelle Washington cherche à introduire les Palestiniens dans le processus de paix sans que pour autant ils y apparaissent en tant que tels et n'y prennent la place qu'ils revendiquent .

L'entretien que Fayçal Husseini nous a accordé à Jérusalem reflète de manière particulièrement nette ces rapports ambigus. Les interviews de Haydar Al-Shafi et Fayez Abou Rahmeh à Gaza montrent par ailleurs la méfiance qu'inspire la démarche américaine auprès de responsables de sensibilités pourtant bien différentes : le premier a toujours été critique vis à vis des Etats-Unis alors que le second a longtemps soutenu les initiatives prises dans leur direction.

Du côté israélien, un des phénomènes les plus marquants est sans doute le renforcement des partis de droite au détriment de la gauche.

Itzhak Shamir est sorti grandi de l'épreuve que son pays a dû subir parce qu'il a su trouver la réponse adéquate à une configuration inédite particulièrement délicate; contre l'avis de beaucoup, il a su imposer les choix qui ont permis à Israël de ne pas être impliqué dans la guerre pour se placer ensuite en position de force dans la perspective d'éventuelles négociations. Cet homme qui, depuis près d'un demi-

siècle, poursuit inlassablement l'objectif de construire un Grand Israël capable en toutes circonstances de s'imposer à ses voisins est aujourd'hui en mesure de le réaliser. Maintenant que l'Irak a été complètement brisé plus personne dans la région ne représente un danger sérieux ; après avoir été mis en difficulté par les multiples répercussions de l'Intifada, il dispose des moyens militaires capables de contenir la révolte palestinienne en Cisjordanie et à Gaza tandis que l'immigration des juifs soviétiques constitue pour lui une véritable chance historique ...

Face au premier ministre et au mouvement politique qu'il représente, la gauche (des travaillistes au Mapam en passant par le Ratz et La paix maintenant) paraît désorientée; elle a perdu ses repères et semble ne plus croire en ses chances; certains de ses leaders donnent même l'impression de se résigner à ce rapport de forces qu'ils pensent leur être défavorable pour une période indéterminée.

Les entretiens que deux d'entre eux — Lova Eliav et Deddy Zucker — nous ont accordé à Jérusalem sont assez révélateurs de cet état d'esprit même si naturellement ils n'abandonnent pas un combat pour lequel ils se sont tant impliqués depuis des années; nul doute que si une autre conjoncture se dessinait, ils ne manqueraient pas de chercher à l'utiliser pour faire valoir leurs positions ; mais pour l'heure ils se trouvent en situation d'attente sinon de repli.

Dans de telles conditions, Itzhak Shamir n'a pas à redouter, sur le plan intérieur, de fortes pressions politiques de nature à le pousser à des compromis avec les Palestiniens. De telles pressions ne peuvent venir que de l'extérieur et plus précisément des Etats-Unis. Le président Bush paraît en effet déterminé à imposer ses vues pour aboutir à une forme de règlement politique du conflit israélo-arabe. Il n'a pas hésité à évoquer la possibilité de mesures de rétorsion financière contre Israël en repoussant de plusieurs mois la décision d'accorder les garanties nécessaires au prêt de 10 milliards de dollars indispensable à l'installation des juifs soviétiques.

Nul ne sait comment se terminera cette confrontation ; si dans le passé ce genre d'affrontements entre Israéliens et Américains s'est toujours apaisé sans que l'Etat hébreu n'ait eu à céder quoi que ce soit d'important, il n'est pas sûr qu'il en sera de même cette fois-ci car la configuration diplomatique a radicalement changé : les Arabes ne menacent plus Israël et l'Empire soviétique a disparu.

L'entretien que nous avons eu avec l'ancien candidat démocrate à la Maison Blanche, M. McGovern, montre bien le changement de perception qui s'est opéré à Washington vis à vis d'Israël. Mais tout en estimant que le président Bush dispose de solides atouts pour réussir son pari diplomatique, il demeure prudent dans ses conclusions notamment en ne se prononçant pas de manière définitive sur l'attitude que prendra le Congrès.

Lova Eliav

“Saddam n’est pas Saladin”

Lova Eliav est député du parti travailliste à la Knesset. Il s’efforce, depuis plus de vingt ans, de nouer le dialogue avec les responsables palestiniens. Il est l’une des figures les plus représentatives du camp de la paix en Israël.

— *Vous qui êtes un militant actif dans le camp de la paix israélien, comment avez-vous vécu la guerre ?*

L’immense majorité du camp de la paix en Israël a soutenu le mouvement international qui avait pour but d’arrêter Saddam. Il avait agressé le Koweït et nous avons pensé qu’il devait en être expulsé. Il n’y a qu’une toute petite frange marginale dans le camp de la paix qui estimait que nous devions être neutre ou encore que l’effort de la coalition n’était pas juste. Des gens comme moi étaient tout à fait dans le consensus israélien... Plus tard, quand la guerre a éclaté et que Saddam a attaqué Israël avec des SCUD, nous étions encore davantage contre lui et son régime. Et la menace qu’il brandissait d’utiliser des armes chimiques était évidemment une raison supplémentaire pour détester cette dictature.

Nous avons pensé alors, et nous continuons à le penser, que les Palestiniens ont commis une très grave erreur en se rangeant du côté de Saddam. Je ne dis pas que dans leur situation désespérée, ils auraient dû soutenir les États Unis, mais ils auraient dû au moins rester neutres. Nous leur avons dit : «Ne soyez pas les premiers à embrasser Saddam. Le lien qu’il prétend établir entre la question palestinienne et le

Koweït n'a pas de sens, il se sert de vous, ne lui faites pas confiance et de toute façon la coalition va le briser, vous n'avez rien à y gagner, restez neutres». Ils n'ont pas écouté.

A mon avis, Arafat et son entourage ont pris une bonne dose d'héroïne politique et de LSD. Ils étaient comme dans une folle euphorie. Je ne peux pas comprendre qu'ils soient proches d'un homme qui prétend brûler la moitié d'Israël et qui lance des SCUD sur des civils. Et pourtant, les Palestiniens regardaient cela en dansant sur les toits. Les Palestiniens n'aiment pas Israël. Bien sûr, je n'attends pas qu'ils nous aiment, mais qu'ils soient réalistes, dans leur propre intérêt. Ils ont pris Saddam pour le Saladin des temps modernes. Il n'est pas Saladin. Ce n'est pas un héros islamique combattant les Croisés sur un cheval blanc. Il ne peut combattre que parce qu'il possède une technologie occidentale qu'il a achetée avec son pétrole. Les Français lui ont donné des avions, les Russes des tanks, les Allemands des gaz.

— *Comment l'opinion publique a-t-elle réagi pendant cette crise ?*

Dès le début de la guerre, il y a eu ici, une régression. Les gens disaient : comment pouvez-vous parler avec ces Palestiniens qui dansent sur les toits et qui veulent assister à notre destruction ? Maintenant, après la guerre, on peut distinguer deux courants. L'un va vers l'extrême droite, en étant favorable aux transferts et aux expulsions. Ce n'est pas un courant très important. L'autre, pense qu'il faut échanger les Territoires contre la paix. D'après les sondages les plus récents, ceux là représentent 58% des Israéliens.

Je reviens d'une rencontre internationale avec des Palestiniens qui s'est tenue à Grenade en Espagne, j'ai discuté avec des membres de l'OLP qui m'ont affirmé qu'ils étaient sur leur position d'avant la guerre, celle de Genève et d'Alger en 1988, les résolutions 242 et 338. Avant de partir, les gens m'ont dit : vous allez discuter avec ces Palestiniens qui dansaient sur les toits, j'ai répondu oui. Et à mon retour de Grenade, j'ai écouté les réactions autour de moi en Israël, c'était plutôt bon, peut-être même meilleur qu'avant la guerre.

— *D'après vous, quelles sont les chances du processus de paix qui est actuellement conduit par les Etats Unis ?*

Il est possible que cela bouge un peu : la route à faire est longue d'un kilomètre, cela pourrait avancer de quelques centimètres. Ainsi par exemple, notre gouvernement semble désormais accepter la présence des Européens ; auparavant, il ne voulait qu'une seule session de la conférence régionale avant que les pourparlers ne commencent, maintenant il envisage deux sessions... Mais la question centrale demeure la composition de la délégation palestinienne. S'il acceptait une représentation palestinienne même au sein d'une délégation jordanienne, il y aurait nécessairement des membres de l'OLP ou proches de l'OLP ; ce serait alors une percée.

— *Croyez-vous à la possibilité d'une telle percée ?*

Non ! Sauf un miracle et après tout, nous sommes dans un pays qui a connu bien des miracles à l'époque du Christ... Je ne crois pas que ce gouvernement de droite accepte de rencontrer une délégation palestinienne quelle qu'en soit la composition, puisque de toute façon, elle parlera au nom de l'OLP.

— *Dans ces conditions, comment voyez-vous l'avenir ?*

Il va y avoir un blocage et un blocage est toujours quelque chose de terrible. Cela créera encore davantage de désespoir parmi les Palestiniens, ce qui peut relancer l'Intifada mais ce qui fermera aussi les possibilités qui s'étaient offertes immédiatement après la crise du Golfe... Cela aura aussi des conséquences sur la société et l'économie israéliennes alors que nous sommes déjà en crise avec la nécessité d'intégrer des centaines de milliers de juifs soviétiques.

Pour cela nous avons besoin de soutien financier et d'investissements que nous ne pouvons trouver qu'aux Etats Unis et en Europe. Ils n'arriveront pas si nous ne sommes pas dans un processus de paix. Mais, comme nous sommes au contraire dans un processus de guerre, cela aggravera encore la crise tant chez les Palestiniens qu'en Israël. Ainsi la situation ne fera qu'empirer.

— *Est-ce que de nouvelles élections en Israël pourraient contribuer à débloquer la situation ?*

Non, je ne le crois pas. Le gouvernement a maintenant une

majorité de 66 députés (sur 120) et cette majorité entend aller au bout de la législature.

— *Gehula Cohen* a, à plusieurs reprises, menacé de démissionner du gouvernement si Shamir acceptait d'entrer dans un processus de paix. A votre avis est-ce crédible ?

Elle ne se retirera pas car je ne crois pas qu'il y ait de miracle. S'il y en avait un et que Shamir entrait dans un processus comme Begin l'avait fait, alors, nous le soutiendrions. S'il fait une percée, nous, l'opposition de gauche, nous serons derrière lui. N'oubliez pas qu'à l'époque, nous avons soutenu Begin. Sans nous, il n'aurait pas eu de majorité. Nous lui avons donné 40 voix. Shamir, lui, était contre Camp David.

Mais, encore une fois, je ne crois pas qu'il y ait de miracle. Le gouvernement restera donc en place.

— *Vous semblez bien pessimiste.*

Des gens comme moi doivent continuer à construire des ponts pour le long terme et dans cette perspective, je suis optimiste. Quand nous avons commencé notre combat pour la paix, il y a vingt ans, il y avait peut-être 10% d'Israéliens acceptant l'idée d'un retrait des Territoires en échange de la paix. Aujourd'hui, ils sont 58%.

La majorité de la population israélienne veut que ce processus de paix soit engagé.

— *Le problème c'est que ces 58% ne votent pas tous à gauche.*

C'est vrai, mais mon espoir est qu'à terme, une partie du Likoud comprenne qu'il doit radicalement changer de position s'il veut gagner les élections. Si ces électeurs disent leur désir de paix, peut-être que le Likoud évoluera en faveur d'une position plus modérée. Il existe d'ailleurs déjà des courants qui sont sur une telle ligne, notamment certains jeunes collaborateurs de Shamir. David Levy lui-même, qui n'est pas une colombe, connaît les réalités... Tout cela dépend beaucoup de l'opinion publique israélienne, mais aussi de l'OLP. C'est un cercle vicieux. Si l'OLP parle comme elle l'a fait à Paris en 1989² et

à Grenade en 1991³, alors les esprits évolueront à nouveau... Déjà depuis la fin de la guerre, nous avons regagné du terrain. Les positions du camp de la paix s'étaient améliorées avant la guerre, elles se sont effondrées pendant, et maintenant elles regagnent de l'audience.

Notes :

1 Ministre, membre du parti d'extrême droite Tehia.

2 Lova Eliav fait ici allusion au colloque, organisé au Sénat à Paris en janvier 1989, où lui même et d'autres députés de la Knesset ont discuté de manière indirecte avec des représentants de l'OLP.

3 Rencontre organisée en avril 1991 à l'initiative des socialistes espagnols au cours de laquelle il a eu l'occasion de parler de manière indirecte avec des représentants de l'OLP.

Deddy Zucker

“Une majorité d’Israéliens en faveur d’un compromis”

Deddy Zucker est député du mouvement pour les droits civiques (Ratz) à la Knesset depuis 1988. Il est l’un des leaders les plus représentatifs de la jeune génération d’Israéliens qui milite pour la paix avec les Palestiniens.

—*Vous qui êtes, depuis des années, un membre très actif du camp de la paix en Israël, comment analysez-vous cette guerre ?*

L’élément fondamental pour nous, ici, est que nous considérons l’Irak comme la menace la plus dangereuse sur le plan militaire. Tout le monde était d’accord là-dessus y compris ceux qui appartiennent au camp de la paix ; le second fait est que malgré l’image parfois modérée que l’Irak voulait se donner de lui-même, il a pris des positions qui, couplées avec son potentiel militaire, étaient vraiment menaçantes pour la région mais aussi pour Israël. C’étaient les deux points essentiels : le potentiel militaire et la politique menée. Au début de cette crise, nous pensions que l’Occident devait tout mettre en oeuvre pour tenter d’éviter la guerre et obtenir le retrait des forces irakiennes du Koweït, sans pour autant permettre de penser que Saddam ait gagné d’une quelconque manière, grâce à son agression.

Je ne sais pas si tous les efforts politiques ont été faits mais, quand la guerre a éclaté, nous avons partagé le sentiment, ici unanime, que les Etats-Unis, l'Occident — ou si vous voulez les Nations Unies, devaient démolir son potentiel militaire. De notre très étroit point de vue, nous sommes satisfaits du résultat de cette guerre sous cet angle de vue, c'est-à-dire le potentiel militaire de l'Irak. Mais sur le nouvel ordre, sur la nouvelle stabilité ou sur la paix dans la région, je reste très sceptique ; je ne crois pas que les Américains aient une vision claire de ce qu'il veulent pour le Proche Orient. Ils ne laisseront évidemment pas faire les Européens dans la région ; probablement accepteraient-ils de collaborer avec eux, mais certainement pas de leur donner un rôle de leader.

— Selon vous quel était le principal objectif des Etats-Unis dans cette guerre ?

Incontestablement, la question du pétrole a joué un rôle fondamental. Ils ne pouvaient tolérer qu'un Etat puisse exercer un tel contrôle sur les réserves pétrolières. Deuxièmement, il y avait une lourde menace sur un de leurs alliés : l'Arabie Saoudite. Troisièmement, l'équilibre des forces tel qu'il prévalait jusqu'à maintenant, était en danger. Les alliés des Américains ne pouvaient admettre — avec l'invasion du Koweït — qu'un tel pas soit franchi. Compte tenu de la perception de leur propre rôle dans le monde, ils se devaient donc d'intervenir.

— Comment la position française a-t-elle été reçue ici ?

Beaucoup de gens ont été en colère contre l'intervention de dernière minute de la France et ses tentatives de médiation. Pourtant, il fallait bien tenter tout ce qui était possible pour éviter cette guerre. Par la suite, l'opinion israélienne y a trouvé l'ultime preuve que Saddam ne voulait pas de solution politique. Pour l'avenir, je souhaite que la France soit partie prenante de tout processus qui pourrait s'ouvrir, comme une conférence internationale...

— Pensez-vous que la configuration de l'après-guerre ouvre de nouvelles perspectives diplomatiques ?

Je suis, aujourd'hui, dans une situation où je n'attends rien ni des Israéliens ni des Palestiniens

— *Vous ne m'auriez pas dit cela il y a deux ans ...*

Non, en effet... Ni les uns ni les autres ne sont encore en mesure de répondre favorablement à une initiative extérieure et par ailleurs je ne vois pas comment ils pourraient agir de manière autonome... Ils ne pourront pas bouger seuls, il faudrait une pression extérieure et actuellement il n'y en a pas .

— *Concrètement, qu'entendez-vous par pression extérieure ?*

Sur ce point, les Européens comme les Américains font toujours un lourd contresens. Ils l'ont toujours appréhendé de manière négative. Jamais ils n'ont essayé d'offrir des tentations... Israël a un besoin vital d'investissements étrangers pour réussir l'intégration des immigrés soviétiques. Offrir des investissements est la meilleure chose à faire pour convaincre beaucoup d'Israéliens. Démarrons des négociations sur ce type de questions : rétrocédez progressivement les Territoires, améliorez vos relations avec votre environnement, et en échange, nous vous donnerons un plus large accès à la Communauté Européenne, nous vous aiderons à renforcer votre économie, à absorber davantage d'immigrants... Bref il faut des pressions positives.

Cela n'a jamais été tenté, ne serait-ce qu'une seule fois !

Malgré le fait qu'il y a dans l'opinion publique israélienne une forte tendance ces dernières années au pragmatisme et à la modération, vous ne trouverez pas un Israélien pour vous dire que nous devons abandonner les Territoires parce que c'est intéressant du point de vue économique ou parce qu'après nous serons plus riches. Il faut donc prouver la pertinence d'une telle approche. Les Européens comme les Américains ont les moyens de faire une telle démonstration.

— *Pour en revenir au problème d'une initiative extérieure, il semble pourtant que le président Bush soit déterminé à amorcer un processus dans le conflit israélo-palestinien.*

Sans doute, mais je ne suis pas sûr qu'il sache vraiment où il

veut aller et, de toutes façons, Shamir sait résister. Actuellement, il joue la durée. Toute sa tactique consiste à gagner du temps, et c'est un maître à ce jeu là, notamment parce que ses partenaires — c'est à dire le reste du monde — sont stupides. Il est en train de gagner, d'autant plus que sa popularité est grande aujourd'hui en Israël après cette guerre. Contre Saddam qui voulait entraîner notre pays dans la guerre pour casser la coalition, il a adopté la meilleure attitude qui soit : il est resté passif. Shamir a été la bonne personne à la bonne place pendant cette confrontation. Et nous étions complètement derrière lui.

— *Cela veut donc dire qu'après la guerre, Shamir est plus fort qu'avant ?*

Oui, il est plus fort. Mais il faut comprendre quelque chose de très important : il y a un fossé énorme entre l'opinion publique et le système politique. Toutes les études, tous les sondages mettent en évidence ce courant de modération et de pragmatisme que j'évoquais tout à l'heure ; donc un désir de compromis et de négociations. Mais cela ne se traduit pas du tout dans les élections législatives, car les électeurs se prononcent pour les raisons les plus diverses et les choix électoraux ne reflètent pas ce courant. D'où ce fossé qui va en s'élargissant : un tiers des électeurs du Likoud sont prêts à accepter un compromis avec les Palestiniens, un tiers !

— *Il faudrait un référendum ou un changement du mode de scrutin.*

Oui, cela permettrait une meilleure expression de l'opinion israélienne

— *Pour conclure, comment un homme comme vous, très engagé dans le camp de la paix depuis des années voit-il le proche avenir ?*

Pendant la guerre ce fut particulièrement difficile puisque les Palestiniens s'étaient rangés du côté de Saddam. Maintenant, ça va beaucoup mieux. Il existe une majorité d'Israéliens en faveur d'un compromis. Ma conviction c'est que, d'une manière ou d'une autre, elle finira par se faire entendre : à travers une crise, un drame, un

moment de vérité ou par une pression extérieure.

En attendant, le désespoir des Palestiniens va se transformer en davantage de violences... Si rien ne change, nous allons vers une catastrophe. Or, à moins d'une évolution profonde de la position américaine, je ne vois pas comment cela pourrait changer dans le court terme.

Fayçal Hussein

**“Nous sommes les ennemis des Israéliens,
pas leurs esclaves”**

Fayçal Hussein, fils de Abdelkader Hussein, figure emblématique du nationalisme palestinien, est un des principaux leaders politiques dans les territoires occupés. Considéré comme un proche de Yasser Arafat., il est le chef de la délégation palestinienne qui mène les discussions avec James Baker.

— On s’est beaucoup interrogé pendant cette crise sur la position des Palestiniens, comment la présentez-vous ?

Lorsque la crise a éclaté, nous avons fait une proposition aux Irakiens. Ils n’y ont pas répondu. Mais ensuite ils ont pris une initiative pour accepter l’évacuation du Koweït, conformément à ce que demandait l’ONU, si les résolutions des Nations Unies concernant la question palestinienne étaient appliquées.

A ce moment-là, nous avons estimé que la position irakienne était juste car, après tout, l’invasion du Koweït a été considérée comme inacceptable par le monde entier alors que rien ne s’était produit pour nous quarante cinq ans après la création de l’Etat d’Israël, vingt quatre ans après l’occupation et trois ans après le déclenchement de l’Intifada. Nous pensions donc qu’il y avait bien deux poids et deux mesures et c’est pourquoi nous avons soutenu l’initiative politique irakienne et nous nous sommes opposés à l’intervention de forces étrangères dans la région.

Notre position était juste. Malheureusement, je crois que les médias en ont donné une image différente, comme si les Palestiniens avaient été en faveur de l'occupation du Koweït. Je pense aussi que nous n'avons pas su expliquer clairement notre position et que nous avons aussi fait des erreurs qui ont permis aux médias de la déformer en prétendant que nous étions complètement aux côtés de Saddam.

— *Pourtant c'était bien le sentiment profond des Palestiniens...*

Oui, mais je parlais là des positions de l'OLP. Mais venons en aux réactions populaires. Lorsque l'Irak a envahi le Koweït, mes compatriotes, ici, ont été choqués. Au début, ils n'y ont même pas cru et tout le monde était contre... Quand les forces américaines ont commencé à arriver dans le Golfe, tout a changé, parce que personne n'acceptait l'idée que les Américains puissent venir défendre la grande démocratie d'Arabie Saoudite. Personne non plus ne pouvait penser que les Etats Unis étaient là juste pour punir Saddam d'avoir des armes chimiques puisque lorsqu'il les avait utilisées contre l'Iran, l'Amérique l'avait soutenu. Cela signifiait donc qu'ils étaient contre Saddam car en ce moment, la valeur d'une vie humaine est bien peu de chose comparée à celle d'un baril de pétrole. Ici, chaque jour, des gens sont tués, des maisons démolies, des terres confisquées, et rien ne bouge. Tout au plus quelques déclarations mais rien de concret. Alors, les Palestiniens ont commencé à se tourner vers l'Irak, seul Etat à affirmer qu'il fallait en finir avec l'occupation. Ils ont perçu Saddam comme un leader arabe affrontant les Etats Unis, principal allié d'Israël ; l'Irak représentait alors un espoir pour eux.

J'ai essayé d'expliquer tout cela à James Baker quand nous nous sommes rencontrés pour la première fois et qu'il critiquait la position de l'OLP en des termes qui montraient sa volonté de la punir. Je lui ai dit que tout ce qui était arrivé n'était pas de notre faute. En particulier ce n'était pas nous qui lui avons fourni les armes qui lui ont permis de devenir un Etat militairement fort. Alors ne nous faites pas payer pour ce qui est arrivé.

Lorsque les Américains ont commencé à attaquer l'Irak la première nuit, tout le monde était devant sa télévision pour écouter les nouvelles israéliennes informant de ce qui se passait à Bagdad. Et il était facile de voir à quel point les Israéliens étaient heureux de ce que

faisaient les Américains là-bas. Tous les Palestiniens étaient très affectés de voir à quel point l'Irak était humilié. Cette même nuit à Jérusalem, des colons ont dansé et chanté parce que Bagdad était sous les bombes. Chez les Palestiniens, cela a provoqué l'amertume et la tristesse.

Un peu plus tard, l'Irak a envoyé un premier SCUD sur Israël. Alors, les Palestiniens ont commencé à siffler, à danser et à faire du bruit exactement comme les Israéliens l'avaient fait lors de la première nuit. Les Palestiniens se disaient que si les occupants ne veulent pas écouter la voix des occupés, maintenant, ils doivent comprendre ce que cela signifie de ressentir la peur dans sa propre maison. Telle était la réaction émotionnelle des Palestiniens.

Ce ressentiment à l'égard des Israéliens s'est encore accru au moment de la distribution des masques à gaz à la population palestinienne, car ils ne les donnaient qu'aux personnes âgées de plus de quinze ans. Vous imaginez ce que cela signifie pour les familles : que les parents aient des masques mais pas les enfants ? C'était inhumain de mettre les gens devant un choix pareil : accepter de mettre le masque pour sauver sa propre vie devant son enfant qui meurt parce qu'il n'en a pas... Comment peut-on mettre des individus dans des situations aussi terribles. Beaucoup ont refusé d'entrer dans cette alternative et je suis convaincu que ceux qui ont accepté le regrettent aujourd'hui très profondément. Nous avons été traités comme si nous étions moins que des êtres humains. Cela a encore poussé les gens à souhaiter la victoire de Saddam.

— Vous conduisez la délégation palestinienne qui a rencontré déjà à plusieurs reprises James Baker. Quelles sont à votre avis les chances de succès de ce processus ?

Pendant cette guerre, nous avons été convaincus par les Etats Unis et les Européens qu'il n'y a qu'un seul acteur qui compte : les Etats-Unis. Vous pouvez refuser cette évidence pendant longtemps, mais il arrive un moment où il faut bien l'accepter. Quand George Bush a déclaré qu'il ne pouvait pas y avoir de territoires conquis par la force, nous avons pensé qu'il nous envoyait un message clair, c'est pourquoi nous avons accepté de rencontrer la délégation américaine pour entamer les discussions. Dès le début, nous avons clairement indiqué que nous étions là en tant que représentants d'un peuple et non d'une minorité ou

de réfugiés. Cela signifiait que notre délégation devait être nommée par l'OLP, et de fait, c'est l'OLP qui nous a nommés et James Baker a attendu que les décisions de désignation parviennent de Tunis. Lorsque la discussion a démarré nous avons d'abord demandé à M. Baker : «Vous nous demandez de jouer, mais avant, nous voulons connaître les règles. Qu'est-ce qui compte, est-ce le nombre de tanks ou d'avions que chacun possède, ou bien est-ce la légalité internationale?». Il nous a répondu : «C'est la légalité internationale». Nous voulions ensuite savoir qui allait arbitrer cette négociation, en insistant sur la nécessité d'avoir une instance de référence, pour dire qui a raison et qui a tort au regard de la légalité internationale. Nous voulions que tout cela soit clair dès le début.

Dans un premier temps, je pense que M. Baker a cru que le rôle de l'OLP était terminé et que les Palestiniens ici étaient tellement désespérés qu'ils étaient prêts à accepter n'importe quoi. Il a même précisé que c'était là le sentiment dominant chez les dirigeants arabes qu'il avait rencontrés. Nous lui avons fait comprendre qu'au contraire, l'OLP était là et bien là.

— *Quel rôle voyez-vous pour l'Europe ?*

Nous souhaitons que l'Europe se batte vraiment cette fois pour être présente dans toute forme de processus de paix qui pourrait s'ouvrir... L'avenir est à la coopération dans cette région et c'est l'intérêt de l'Europe d'y prendre toute sa place. Elle doit comprendre que ses véritables alliés sont les Palestiniens. Si les Européens veulent à nouveau entrer au Proche Orient, ils n'ont que la porte palestinienne. Comme les Américains ont intérêt à ce que la région retrouve la stabilité, ils ne peuvent pas s'opposer au rôle que peuvent jouer les Européens.

— *Le dialogue entre l'OLP et les Etats-Unis, ouvert en 1988 et fermé en 1990, n'avait donné aucun résultat tangible, parce que les Etats-Unis n'avaient pas modifié leur position de fond. Y a-t-il aujourd'hui une évolution de leur part ?*

Ce canal de communication n'avait pas été utilisé comme il aurait fallu. On y parlait soit en termes de slogans, soit de questions secondaires concernant la vie quotidienne. L'essentiel passait par

l’Égypte qui était le médiateur entre Washington et l’OLP. Et les Égyptiens n’ont pas bien fait leur travail.

Cette fois-ci, nous avons pu échanger directement nos points de vue sur l’essentiel ; ainsi par exemple, quand James Baker a évoqué le problème de la délégation palestinienne des Territoires occupés qui n’aurait pas de liens avec l’OLP, je lui ai répondu : «D’accord. Je vais conduire cette délégation au Caire pour discuter avec les Israéliens, les Jordaniens, les Américains, et puis à un moment lorsque nous aurons à faire face à une question délicate, que se passera-t-il ? Chacune des délégations voudra en référer à son gouvernement. Vers qui se tournera alors la délégation palestinienne ? Moi aussi j’ai besoin d’une référence, et ce ne peut être que l’OLP. Donc, M. Baker, vous ne pouvez pas me demander de conduire une délégation qui n’aurait pas de liens avec l’OLP».

Nous ne sommes donc pas prêts à accepter d’entrer dans des négociations sur la base des exigences des autres, c’est à dire en fait des Israéliens. Nous sommes leurs ennemis pas leurs esclaves. Si j’étais leur esclave, je devrais accepter leurs conditions. Mais je ne le suis pas. Je suis leur ennemi et ils doivent aussi prendre en compte notre position.

— *Sur ces points, quelle a été la réaction de James Baker ?*

Il a répondu : «Commençons par nous asseoir autour d’une table et cela créera une dynamique, un momentum ; cela pourra nous conduire à discuter de la résolution 242... Comme tout le monde l’appuie, pourquoi avez-vous peur ?»

Je lui ai répondu : «Parce que lorsqu’Israël refusera, que ferez-vous ? Allez-vous dire voilà mon numéro de téléphone, quand vous serez prêts appelez-moi ? Allez-vous prendre des sanctions ? Allez-vous punir Israël ? Si je suis sûr de votre fermeté, alors d’accord, je viens... Pouvez-vous m’assurer de cette fermeté ?» — «Non, je ne peux pas prendre cet engagement à cause du Congrès» — «Si, vous ne pouvez pas me donner ces assurances, lui ai-je dit, je dois aussi poser mes conditions avant d’accepter d’entrer dans ce processus».

— *Si vous ne trouvez pas de compromis sur ce sujet, est-ce que cela signifie que vous n’irez pas plus loin dans la discussion ?*

Nous ne voulons pas dire non à M. Baker, nous lui demandons simplement de répondre à nos questions. Nous attendons ses réponses et il ne peut pas nous répondre n'importe quoi. Par exemple, il nous a expliqué que pendant les deux premières années, nous pourrions avoir un self gouvernement, mais non pas l'autonomie. Nous lui avons demandé quelle était la différence. Et il nous a répondu que c'était quelque chose de plus que l'autonomie mais moins qu'un État.

Nous lui avons alors demandé ce que c'était cette entité. Aurait-elle le pouvoir d'autoriser les Palestiniens qui souffrent aujourd'hui au Koweït, parce qu'ils n'ont ni passeport ni patrie, à revenir ici. Il rétorqua : «Excellente question, mais je n'ai pas la réponse». Il se tourna alors vers ses collaborateurs et l'un d'eux rappela la résolution 194 qui prévoit le droit au retour des Palestiniens. Et Baker dit : «Excellente réponse !» Je lui ai dit : «Non, car la 194 prévoit le retour des Palestiniens partout sur leur terre y compris en Israël, alors que je suis en train de vous parler du retour des Palestiniens dans cette entité dont j'aurai la maîtrise... Je veux bien négocier le droit au retour des Palestiniens en Israël, mais je ne veux pas négocier à propos de leur droit au retour dans leur propre État. Je ne veux pas un État pour siéger aux Nations Unies, mais bien pour que les Palestiniens aient une patrie. Donnez-moi quelque chose qui me permette de dire à mes compatriotes: ici se trouve votre patrie où vous pourrez trouver refuge, où vous pourrez venir si vous vous sentez en danger. Appelez ça comme vous voulez État ou entité mais cela doit être une patrie pour les Palestiniens où seuls les Palestiniens pourront décider de leur avenir.»

Dr. Haydar Al-Shafi et Fayez Abou Rahmeh

Le désarroi de la maison palestinienne

Dr. Haydar Al-Shafi, président du Croissant rouge palestinien à Gaza et membre influent du parti communiste, est un des leaders nationalistes les plus respectés dans les Territoires. Il fait partie de la délégation qui rencontre le secrétaire d'Etat américain James Baker. Fayez Abou Rahmeh, proche de Yasser Arafat, a été longtemps le bâtonnier des avocats de Gaza. De 1985 à 1990, il a représenté les Territoires, avec Hanna Siniora, dans de multiples discussions internationales informelles.

— Aujourd'hui, une initiative importante est conduite par les Etats-Unis pour tenter d'enclencher un processus de paix dans la région. Quelles sont, selon vous, ses chances de parvenir à un résultat tangible ?

Haydar Al-Shafi : Les Américains semblent désireux de faire quelque chose, mais ne vont pas aussi loin que nous le souhaiterions. Ils veulent, et je les crois sincères, qu'Israël accepte certaines de leurs demandes comme par exemple, l'arrêt de la colonisation dans les Territoires occupés, mais dans le même temps, ils ne soutiennent pas le minimum de nos revendications. Par conséquent, de mon point de vue, cela ne va mener nulle part et en dernière instance cela tournera à l'avantage des Israéliens. Nous n'avons donc aucune illusion sur ce que les Etats-Unis essaient de faire.

Pour moi, la question cruciale est celle des implantations. Si Washington en obtenait l'arrêt, cela pourrait convaincre les Palestiniens que quelque chose de sérieux a été réalisé.

Fayez Abou Rahmeh : Les Américains affirment que la Charte des Nations Unies est très importante et qu'ils l'ont appliquée au Koweït et en Irak. Alors pourquoi pas pour les Palestiniens ?

Les Palestiniens sont toujours sous occupation israélienne, sous la menace constante d'être expulsés de leur pays, mais les Etats-Unis ne peuvent rien faire pour que la Charte soit respectée. Ils attendent que les Israéliens bougent ou peut-être leur obéissent, mais les Israéliens ne vont pas leur obéir. Ils sont très satisfaits de la situation actuelle et ils ne changeront donc pas de position.

Si les Nations Unies prenaient des décisions fermes du type de celles adoptées à l'encontre de l'Irak, alors le résultat pourrait être différent. Mais jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucune décision pour obliger les Israéliens à se conformer aux décisions des Nations Unies. Donc les Américains ne réussiront pas dans leurs tentatives actuelles vis à vis des Israéliens.

— *Dr Al-Shafi, quand vous avez évoqué devant James Baker le problème des implantations, que vous a-t-il répondu ?*

H. A. : Il a répondu que c'était incompatible avec le processus de paix, mais, dans le même temps, il a ajouté : «Je suis désolé mais le Congrès ne prendra pas de mesures pour les arrêter».

— *En raison du lobby israélien aux Etats-Unis ?*

H. A. : Non, il n'a pas mentionné le lobby. Il a simplement évoqué la position du Congrès en la présentant comme incontournable. Lors de notre première rencontre, James Baker ne paraissait d'ailleurs pas donner à la question des implantations une importance majeure. C'est au cours de nos discussions qu'il semble en avoir pris conscience comme cela est apparu clairement au cours de notre deuxième rencontre.

Et vraiment, tous les discours à propos des formes d'une conférence régionale ou d'une conférence internationale demeurent totalement abstraits tant que le processus des implantations continue. Ce sont autant de faits accomplis sur le terrain.

— *Comment infléchir la position américaine et plus*

particulièrement celle du Congrès ?

H. A. : Les membres du Congrès ne se fondent pas sur des principes mais sur bien d'autres choses. Il faut donc d'abord analyser les raisons pour lesquelles le Congrès soutient Israël.

Un de mes amis palestiniens vivant aux Etats-Unis me disait : «Demandons à Arafat de donner une somme équivalente au prix d'un avion de combat et utilisons la pour entreprendre un travail politique ici, et dans un an le Congrès soutiendra les Palestiniens...» Je ne sais pas ce que cela vaut, mais en tout cas cela montre à quel point nous avons négligé l'action aux Etats-Unis.

F. A.R. : Si nous voulons contrebalancer l'influence israélienne dans ce pays, nous aurons besoin de beaucoup plus de temps et de beaucoup plus d'argent... Nous ne pouvons donc pas attendre que cela soit fait. Nous devons choisir d'autres moyens. Comme par exemple, le recours auprès des Nations Unies pour obtenir des sanctions obligatoires contre Israël. Je crois en les Nations Unies pas en les Etats-Unis.

— Mais l'acteur principal des Nations Unies, c'est bien les Etats-Unis ?

F. A.R. : Oui, c'est vrai. Mais nous pouvons agir pour que les Nations Unies se sentent liées par leurs propres décisions. Ce qui s'est passé pour le Koweït doit se répéter pour la question palestinienne.

— Jusqu'à maintenant, vous n'avez pas encore mentionné le rôle de la France.

F. A.R. : Je n'ai mentionné aucun pays, mais nous attendons de la France qu'elle contribue à faire en sorte que les résolutions des Nations Unies soient appliquées. Et aussi qu'elle agisse dans le cadre d'une coopération européenne.

H. A. : Les positions européennes qui sont clairement différentes de celles des Etats-Unis ne sont d'aucune utilité tant qu'elles ne sont pas traduites par des mesures pratiques. Pourtant l'Europe dispose de nombreuses possibilités pour traduire dans les faits ses

positions de principe, notamment dans les domaines commercial, scientifique et bien d'autres encore. C'est pourquoi, je ne peux pas accepter la position européenne qui consiste à dire : «Désolés, mais nous ne pouvons rien faire». Si la France est sincère dans son soutien à la cause palestinienne, elle doit prendre des initiatives concrètes.

Nous apprécions déjà beaucoup l'aide économique qui nous est accordée par la France et par les Européens. Mais, cela risque de ne mener nulle part s'il n'y a pas de solution au problème politique. Cette aide ne peut pas être un substitut aux initiatives politiques.

— *Pourtant la France cherche à prendre des initiatives. Par exemple, après la guerre, Roland Dumas a été le premier responsable occidental à rencontrer Yasser Arafat...*

H. A. : Oui, mais franchement, quelle est l'importance pratique d'une rencontre avec Arafat ? Cela aurait été beaucoup mieux si Roland Dumas avait réfléchi aux moyens susceptibles d'infléchir la politique israélienne d'implantation dans les Territoires.

— *Quelle a été votre réaction quand la France s'est engagée dans la guerre contre l'Irak ?*

H. A. : Nous avons été choqués, très choqués. D'abord parce que nous n'avons jamais pensé que Saddam avait la moindre chance sur le plan militaire mais surtout, nous étions convaincus que cette guerre ne réglerait rien et que sans doute elle créerait davantage de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Par ailleurs, elle allait provoquer de nombreuses pertes en vies humaines et de grandes destructions...

Nous pensions qu'un Etat comme la France, comme les Européens en général, pouvait être l'élément modérateur face à l'aventurisme américain.

F. A. R. : La protection du Koweït était devenue une affaire occidentale. Dans de telles conditions, la France ne pouvait pas se désolidariser de l'alliance occidentale et elle a donc été obligée de suivre. Je ne pouvais pas imaginer que la France puisse se conduire autrement.

— *Avant que la guerre n'éclate, François Mitterrand avait*

fait, au mois de septembre, un important discours aux Nations Unies auquel Saddam n'a jamais répondu...

F. A.R. : Saddam Hussein n'a pas compris le discours de François Mitterrand. Il était sans doute convaincu que les Occidentaux n'attaqueraient pas.

— Comment peut on expliquer cette obstination aveugle de Saddam Hussein qui l'a conduit à la catastrophe. Même aujourd' hui, je n'arrive pas à comprendre...

H. A. : Moi non plus, je ne comprends pas...

F. A. R. : Comme je vous le disais, il était à mon avis, persuadé que la coalition n'attaquerait pas. Il a perdu le sens des réalités.

— Mais alors, pourquoi les Palestiniens l'ont-ils suivi ?

H. A. : Il faut distinguer les réactions populaires de celles des dirigeants.

Les réactions populaires ne pouvaient pas être différentes de celles qu'elles furent... Les Palestiniens, depuis si longtemps brutalisés par les Israéliens, ne pouvaient pas réagir autrement qu'en appelant les SCUD attendus sur Israël. Par contre, la réaction des dirigeants est une autre question. Yasser Arafat a été sous pression et il a contribué à convaincre les Européens que les Palestiniens soutenaient Saddam de manière inconditionnelle même si, par la suite, il a essayé de nuancer ses positions. Ce qui a fait croire aux Européens que nous étions complètement derrière Saddam. Pour nous, ce fut déplorable et je pense qu'Arafat en porte la responsabilité. Si nous avions un système démocratique, je lui demanderais de démissionner de la présidence de l'OLP car il n'y a pas d'excuses pour une telle erreur...

— Comment expliquer cette erreur ?

F. A.R. : Yasser Arafat a cru que les Occidentaux n'utiliseraient pas la force, alors que tous les facteurs étaient réunis pour que la guerre soit déclenchée. Ce fut là une erreur d'appréciation

majeure qui l'a conduit par la suite à un échec total.

— *Et vous-même, si vous étiez à sa place, qu'auriez-vous fait?*

H. A. : C'était très difficile, face à cette forte émotion populaire, de dire quoi que ce soit contre Saddam. C'était même impossible. J'ai, par exemple, affirmé mon opinion auprès de mes collègues médecins et je me suis heurté à une virulente opposition. Ils me répondaient que Saddam avait raison et que bientôt on allait voir ce qu'on allait voir : il allait gagner ! Impossible donc de rationaliser cet impact émotionnel.

— *Cela revient à dire finalement qu'Arafat n'avait pas le choix !*

H. A. : Non. La manière dont j'aborde la question maintenant pourrait en effet signifier qu'il n'avait pas le choix ; mais Arafat en tant que leader, devait avoir le choix. Un leader ne doit pas suivre les masses, il doit dire clairement ce qu'il pense et il se doit de dire la vérité à son peuple. Vraiment, je ne lui vois aucune excuse.

— *Et maintenant, quelles perspectives ?*

H. A. : Par rapport aux facteurs extérieurs, la question est de savoir si nous allons être capables d'infléchir les positions européennes en faveur de notre cause. A côté de cela, il convient de mettre la maison palestinienne en ordre car aujourd'hui elle est en désarroi.

Ces entretiens ont été réalisés à Jérusalem et à Gaza par

Jean-Paul Chagnollaud